

Rapport Annuel de Mise en Œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»

V. 04.05.2016

1. IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN OEUVRE

CCI	N°2014FR16M2OP007
Titre	Programme opérationnel FEDER-FSE Lorraine et Massif des Vosges 2014-2020
Version	3.0
Année de déclaration	2016 sur données 2014-2015
Date d'approbation du rapport par le comité de suivi	Consultation écrite en cours

2. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [article 50, paragraphe 2, et article 111, paragraphe 3, point a), du règlement (UE) n° 1303/2013]

Informations clés sur la réalisation du programme opérationnel pour l'année concernée, notamment sur les instruments financiers, en relation avec les données financières et les données relatives aux indicateurs.

Conformément aux articles 50-1 et 111-1 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013, le présent rapport annuel porte sur la mise en œuvre du programme au cours de l'exercice 2015.

Tous les axes du PO FEDER-FSE Lorraine et Massif des Vosges, exception faite de l'axe 4 (investissement prioritaire 5.b : prévention et gestion des risques) ont fait l'objet de programmation en 2015.

361 dossiers ont ainsi été programmés pour un coût total éligible de 264 874 337,17 € dont 63 057 814,73 € de FEDER et de FSE (taux de programmation de la maquette : 15,43%). Par fonds, la subdivision est la suivante :

- 332 dossiers FEDER pour un coût total éligible de 233 966 550,04 € dont 45 547 304,51 € de FEDER (13,53% de la maquette),
- 29 dossiers FSE pour un coût total éligible de 30 907 787,13 € dont 17 510 510,22 € de FSE (24,39% de la maquette).

Suite à son approbation par la Commission européenne le 11 décembre 2014 (décision CCI2014FR16M2OP007), le PO FEDER-FSE Lorraine et Massif des Vosges a fait l'objet de modifications durant l'année 2015. Toutes adoptées par la Commission européenne et le Comité de suivi des programmes européens sur les territoires de Lorraine et du Massif des Vosges, ces modifications sont les suivantes :

- Dispositif 9.6.d (préservation de la biodiversité du Massif des Vosges) : ajout des établissements publics à la liste des bénéficiaires éligibles.
- Dispositif 3.4.a (énergies renouvelables) : les valeurs-cibles des indicateurs de réalisation « capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables » (64,2MW au lieu de 59MW) et « diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 » (112 908,51 tonnes CO2 au lieu de 15 498 963,85 tonnes CO2) ont été modifiés, respectivement pour des raisons d'actualisation des données liées au développement de la filière méthanisation et pour une erreur initiale de compréhension de l'indicateur. L'indicateur de résultat « Part d'énergies renouvelables et de récupération dans la consommation d'énergie finale en Lorraine » directement impacté par la modification de l'indicateur « capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables » a donc également été modifié (5,05% au lieu de 5,01%).
- Dispositif 3.4.e (aménagement des gares et pôles d'échanges multimodaux) :
 - ✓ les points d'arrêts de Frouard, Rémy et Dieulouard ont été ajoutés dans la liste des sites éligibles,
 - ✓ le terme actualisé de « Schéma Directeur d'Accessibilité – Agenda d'accessibilité Programmée (Sd'AP) » remplace celui de « Schéma Régional de Développement de l'accessibilité ».
- Dispositif 7.2.c (usages numériques) : la codification de l'investissement prioritaire a été modifiée en raison d'une coquille survenue lors de la soumission initiale du PO. L'objectif thématique 2 investissement prioritaire C est bien celui prévu au PO et remplace donc l'objectif thématique 2 investissement prioritaire B.

Concernant les instruments financiers programmés, le soutien est prévu au dispositif 2.3.a (améliorer la compétitivité des entreprises) conformément à la stratégie d'investissement adoptée le 8 juin 2016 en Comité de Suivi des programmes européens sur les territoires de Lorraine et du Massif des Vosges. Trois fonds ont été programmés sur l'exercice 2015 :

- Le Fonds Européen des Matériaux : prises de participation minoritaires par l'achat ou la souscription de tout titre de capital ou donnant accès au capital de PME dont l'activité s'appuie sur une innovation liée au domaine des matériaux, notamment dans les secteurs de la santé humaine et animale, l'industrie et les services, l'environnement et l'énergie. 6M€ dont 3M€ de FEDER ont été engagés.
- Le Fonds de Prêt FEDER Innovation (FPFI) Lorraine qui propose des prêts à taux zéro au bénéfice de PME lorraines pour la réalisation de projets de recherche, de développement et d'innovation. 8M€ dont 4M€ de FEDER ont été engagés.
- Le Fonds de garantie Lorraine TPE FEDER 2 qui fournit des garanties bancaires à destination des demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux s'inscrivant dans une démarche entrepreneuriale pour créer leur propre activité, adossées aux prêts accordés aux entreprises en création, en développement (- de 3 ans) ou reprises qui en résultent. 800 000 € dont 400 000 € de FEDER ont été engagés.

Par ailleurs, 7 dossiers relatifs à l'assistance technique FEDER et FSE ont été programmés en 2014-2015 pour la mise en œuvre du Programme opérationnel.

3. **RÉALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE** [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

3.1. Vue d'ensemble de la réalisation

Identificateur	Axe prioritaire	Informations clés sur la réalisation de l'axe prioritaire eu égard aux principaux développements, aux problèmes significatifs et aux mesures prises pour remédier à ces problèmes
1	Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	<p>La programmation des crédits dédiés à l'Axe 1 a démarré fortement dès début 2015, représentant ainsi 163 dossiers pour un coût total éligible de 63 944 759,33 € et un montant FEDER de 22 367 980,80€.</p> <p>Le bon taux de programmation concerne les 2 priorités d'investissement de l'axe. Toutes les thématiques de la S3 sont couvertes (matériaux, santé, énergie, industrie, procédés). Les principaux acteurs de la recherche académiques du territoire bénéficient d'un soutien au titre du FEDER ainsi que de nombreuses entreprises innovantes lorraines prenant part à des projets collaboratifs d'envergure. En témoignent les indicateurs de réalisation prévisionnels, pour exemple le nombre d'entreprises soutenues affiche une valeur de 48 pour un objectif à atteindre en 2023 de 220.</p>
2	Améliorer la compétitivité des PME	<p>Programmation efficiente de l'Axe dès début 2015. Au total 103 dossiers ont été programmés pour un coût total éligible de 93 038 915,58 € et un montant FEDER de 14 215 673,67 €.</p> <p>Les priorités d'investissement visant à la promotion de l'esprit d'entreprise et au développement et à la mise en œuvre de nouveaux modèles d'activités à l'intention des PME ont chacune bénéficié d'un taux de programmation élevé. Pour preuve, sur la seule année 2015, 322 entreprises ont bénéficié d'un soutien au titre du FEDER comme l'indique la valeur programmée de l'indicateur 1. Il est précisé que les projets sont financés via l'attribution directe de subventions par l'Autorité de gestion mais également par le biais de l'abondement d'instruments financiers.</p>
3	Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs	<p>Programmation efficace des crédits de cet axe dès 2015 ; 36 dossiers programmés pour un coût total éligible de 59 927 945,57 € et un montant FEDER de 5 323 510,62 €.</p> <p>2 priorités d'investissement affichent un bon taux de programmation, à savoir, celles axées sur la promotion de la production et de la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables et sur la promotion de l'efficacité énergétique, de la gestion intelligente de l'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques. Les indicateurs de résultats et de réalisations prévisionnels associés en sont la preuve, notamment en matière de capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables et de nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique. En revanche peu de projets axés sur la réduction de la consommation énergétique des entreprises industrielles pour améliorer leur compétitivité. Cette tendance pourrait aisément être inversée en mettant l'accent sur la communication auprès des bénéficiaires potentiels. Ceci est d'ailleurs l'objectif d'une opération programmée en 2015.</p> <p>La programmation des projets dont l'objectif est de limiter le recours au véhicule particulier s'intensifiera dans les années à venir. En effet, la programmation de ces opérations implique la réalisation d'études préalables qui ont pour certaines débutées en 2015.</p>

4	Favoriser l'adaptation au changement climatique, ainsi que la prévention et la gestion des risques	<p>Programmation nulle sur cet axe pour l'année 2015 ; la sélection des projets éligibles est dépendante de la rédaction par les Etablissements Publics Territoriaux de Bassins de Programmes d'action et de prévention des inondations (PAPI) qui doivent ensuite être labélisés par la Commission Mixte Inondation. La labélisation des PAPI a débuté en 2015, permettant un démarrage de la programmation sur cet axe en 2016.</p>
5	Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources	<p>4 dossiers programmés au titre de l'axe 5 en 2015 pour un coût total éligible de 357 420,46 € pour un montant FEDER de 99 214,44 €.</p> <p>La programmation des projets axés sur la priorité d'investissement « Protection et restauration de la biodiversité, protection et restauration des sols et promotion des services liés aux écosystèmes, y compris Natura 2000 et les infrastructures vertes » dépendait en partie de la validation du Règlement Natura 2000, document soumis à l'approbation des services de la Région et de l'Etat compétents, qui est intervenu en février 2016 ainsi que de la signature du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, signé en décembre 2015. Suite à cela, la programmation de cet axe s'intensifiera à compter de 2016.</p>
6	Investir dans l'éducation, la formation et dans la formation professionnelle pour acquérir des compétences et pour l'apprentissage tout au long de la vie	<p>La programmation de dossiers au titre de l'axe 6 a été effective à partir de l'année 2015. 27 dossiers ont été programmés lors de l'année 2015, pour un coût total éligible de 30 468 294€, et un cofinancement FSE de 17 246 814,35€, soit un taux de programmation FSE de 25,02%</p> <p>Les actions mises en place en 2015 sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Programme régional de formation - (PRF 2015) : 11,3M€ de FSE programmés afin de permettre l'acquisition de compétences pour accéder à la qualification. • Le réseau régional des Ecoles de la Deuxième Chance 2015-2016 : 5,1M€ de FSE programmés afin de favoriser le suivi des jeunes en insertion pour les accompagner de façon individuelle et renforcée vers l'emploi et la formation. • Les actions de formation des personnes sous main de justice : 0,5M€ de FSE programmés au bénéfice de personnes en difficultés particulières d'insertion, afin de préparer une réinsertion réussie dans le monde du travail. • Les actions d'orientation et de formation : 0,3 M€ de FSE programmés au bénéfice des demandeurs d'emploi, pour les aider à acquérir une démarche de projet, valider un choix métier, identifier ses compétences sociales et bénéficier d'un accompagnement. <p>Ces actions concernent 5 421 participants prévisionnels.</p> <p>Au 31/12/2015, les données concernant 3 869 de ces participants sont disponibles au titre des indicateurs de réalisation communs FSE. En effet, les actions programmées en 2015 peuvent se dérouler en partie sur l'année 2016.</p>

7	Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), leur utilisation et leur qualité	4 dossiers programmés au titre de l'axe 7 pour un coût total éligible de 869 403,91 € et un montant FEDER de 237 459,29 €. La programmation des projets axés sur les priorités d'investissement « Extension du déploiement de bande large et diffusion de réseaux à grande vitesse et promotion de l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique » et « Renforcement des applications TIC dans le domaine de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne » était dépendante de la signature de la Stratégie de Cohérence Régionale sur l'Aménagement Numérique des Territoires (SCORANT) et du Contrat de Plan Etat-Région. Ces documents ont été signés en juin 2015, ce qui a permis un démarrage de la programmation de cet axe fin 2015, celle-ci devrait s'intensifier à compter de l'année 2016.
8	Développement urbain durable	2 dossiers programmés sur cet axe en 2015 pour un coût total éligible de 5 863 445,80 € et un montant FEDER de 750 000 €. Les dossiers programmés au titre des 3 priorités d'investissement qui composent cet axe et ayant pour objectif commun le développement urbain durable sont soumis à des procédures de sélection particulières. En effet, pour la priorité d'investissement « Promotion des stratégies de développement à faible émission carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique », les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont été sollicités courant 2015 dans le cadre d'un Appel à Coopération afin d'effectuer pour chacun de leur territoire un recensement des opérations répondant aux critères du dispositif et à l'AAC ; la date butoir de remontée des opérations étaient le 31 janvier 2016. La programmation débutera de fait en 2016. Quant aux priorités d'investissement « Investir dans les infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduisant les inégalités sur le plan de l'état de santé, en favorisant l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs, et passage de services institutionnels à des services de proximité » et « Aide à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales », elles ont donné lieu à sélection d'Autorités Urbaines puis à la signature de Contrats de Ville entre celles-ci et l'Autorité de gestion chargeant les AU d'une présélection des projets sur leur territoire avant une remontée annuelle à l'Autorité de gestion. Les 2 projets programmés ont été inscrits dans les 2 premiers Contrats de Ville à avoir été signés, en juillet et septembre 2015. Les autres Contrats de Ville ont été signés fin d'année 2015 avec une remontée des opérations présélectionnées au 31 mars 2016. La programmation va donc significativement s'intensifier en 2016.
9	Axe Interrégional Massif des Vosges	15 dossiers programmés en 2015 sur cet axe pour un coût total éligible de 8 685 006 € et un montant FEDER de 1 913 639 €. Cet axe a la particularité de s'étendre à l'espace interrégional que couvre le Massif des Vosges. La priorité d'investissement axée sur l'amélioration de la compétitivité des PME en développant l'esprit d'entreprises et la création de nouvelles entreprises présente un bon niveau de programmation, pour preuve, l'indicateur 1 « Nombre d'entreprise bénéficiant d'un soutien » affiche une valeur programmée de 31 pour une valeur à atteindre en 2023 de 79. La priorité d'investissement axée sur la protection de la biodiversité affiche elle aussi un bon taux de programmation.

10	Assistance technique FEDER	5 dossiers programmés en 2014-2015 sur cet axe d'assistance technique FEDER pour un coût total éligible de 1 279 653,39€ et un montant FEDER de 639 826,69€. Cet axe concerne les frais de personnel et frais y afférents des agents régionaux en charge de la mise en œuvre du PO, gestion, pilotage et contrôles mais aussi des actions liées à l'information, animation et communication sur les programmes européens.
11	Assistance technique FSE	2 dossiers programmés en 2014-2015 sur cet axe d'assistance technique FSE pour un coût total éligible de 439 493,13€ et un montant FSE de 263 695,87€. Ces dossiers concernent les frais de personnel et de fonctionnement des agents affectés actions FSE du PO.

3.2. Indicateurs communs et spécifiques au programme [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Données pour les indicateurs communs et spécifiques au programme, par priorité d'investissement, transmises à l'aide des tableaux 1 à 4 ci-après.

Les tableaux ci-dessous sont annexés au présent rapport.

Tableau 1 - Indicateurs de résultat pour le FEDER

Tableau annexé

Tableau 2A - Indicateurs de résultat communs pour le FSE

Tableau annexé

Tableau 3A - Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER

Tableau annexé

Tableau 3B - Pour certains indicateurs de réalisation communs pour le soutien du FEDER au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» relatifs aux investissements productifs — Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du programme opérationnel net de soutien multiple aux mêmes entreprises

Tableau annexé

Tableau 4A - Indicateurs de réalisation communs pour le FSE

Tableau annexé

Tableau 4B - Indicateurs de réalisation spécifiques au programme pour le FSE

Tableau annexé

3.3. Valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1303/2013] — présentées dans les rapports annuels de mise en œuvre à compter de 2017

Communication de données sur les indicateurs financiers, les étapes clés de mise en œuvre, les indicateurs de réalisation et de résultat qui font office de valeurs intermédiaires et cibles pour le cadre de performance (à compter du rapport de 2017).

Tableau 5 - Informations sur les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Données présentées dans le rapport annuel de mise en œuvre à compter de 2017.

3.4. Données financières [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Tableau 6 - Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme (telles que définies dans le tableau 1 de l'annexe II du règlement d'exécution (UE) n° 1011/2014)

Tableau annexé

Tableau 7 - Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour le FEDER et le FSE [article 112, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 et article 5 du règlement (UE) n° 1304/2013] (telle que définie dans le tableau 2 de l'annexe II du règlement d'exécution (UE) n° 1011/2014)

Tableau annexé

Tableau 9 - Coût des opérations réalisées en dehors de la zone du programme (FEDER et Fonds de cohésion au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»)

Néant

4. SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1303/2013]

Synthèse des résultats de toutes les évaluations du programme qui sont devenus disponibles au cours de l'exercice précédent, avec mention du nom et de la période de référence des rapports d'évaluation utilisés.

Néant.

5. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DE L'INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES [article 19, paragraphes 2 et 4, du règlement (UE) no 1304/2013]

Non concerné.

6. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1303/2013] (1)

a) Problèmes entravant la réalisation du programme ainsi que les mesures prises

Le nombre de dossiers programmés (400) et le taux de programmation FEDER-FSE (15,44%) peuvent être jugés satisfaisants et donc non synonymes de problèmes importants survenus dans la mise en œuvre du programme. Toutefois, les points suivants peuvent être soulignés :

- Le système d'information utilisé en 2015 a depuis été abandonné au profit de Synergie. Le développement continu de l'ancien système et la non utilisation pleine de Synergie à ce jour

nous ont obligé à effectuer les actions de *reporting* par tableur Excel, ce qui a compliqué la tâche de consolidation.

- La collecte des indicateurs de résultat pose également quelques problèmes en raison des nouveaux périmètres géographiques retenus par la majorité des instituts statistiques (nouvelles régions). Les indicateurs ayant été définis sur les anciens territoires régionaux, la collecte s'avère donc plus complexe du fait de la nécessité d'obtenir les éléments intra-territoriaux ayant permis la définition d'un indicateur à une échelle régionale nouvelle. Une méthode de calcul approprié avec les instituts statistiques concernés devra être établie afin de pouvoir renseigner précisément ces indicateurs. Concernant l'exercice 2015 et considérant ces éléments, ces valeurs ont été renseignées à 0.
- La consolidation des indicateurs de réalisation dans le cadre de ce 1^{er} exercice de rapport annuel met en lumière quelques difficultés et/ou incompréhensions de la part des bénéficiaires dans le renseignement desdits indicateurs au titre de leur projet. En effet, certaines valeurs, prévisionnelles à ce stade, semblent, au regard des valeurs consolidées par dispositif, surestimées par rapport aux tendances *a priori* connues. Ces valeurs feront toutefois l'objet d'une vérification à la clôture de chaque projet et pourront être réévaluées en fonction de la réalisation.

b) FACULTATIF POUR LES RAPPORTS ALLÉGÉS, autrement, cela figurera au point 11.1 du modèle [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) no 1303/2013]:

Une évaluation afin de déterminer si les progrès accomplis pour atteindre les valeurs cibles sont suffisants pour garantir leur réalisation, qui indique les éventuelles mesures correctives prises ou prévues, le cas échéant.

Néant.

7. RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS [article 50, paragraphe 9, du règlement (UE) no 1303/2013]

Un résumé du contenu des rapports annuel et du rapport final de mise en œuvre à l'intention des citoyens doit être mis à la disposition du public et transféré dans un fichier séparé sous la forme d'une annexe aux rapports annuels et au rapport final de mise en œuvre.

Approuvé le 11 décembre 2014 par la Commission européenne, le Programme Opérationnel FEDER-FSE Lorraine et Massif des Vosges 2014-2020 est doté d'une enveloppe de 408,5 M€ de crédits européens pour le développement du territoire lorrain. La Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, autorité de gestion des fonds européens structurels et d'investissement, publie un rapport, qui revient sur la mise en œuvre de ce programme pour l'année 2015. Avec 361 projets sélectionnés pour un montant de plus de 63,6 M€ de fonds européens, un bilan positif peut ainsi être dressé à l'issue de cette première année de programmation.

Eléments généraux

Le Programme Opérationnel se décline en 11 axes correspondant aux priorités de la Région et de l'Union européenne pour lesquelles des fonds européens peuvent être mobilisés. En 2015, les 361

projets programmés sont principalement portés par des entreprises, des acteurs de l'enseignement supérieur et de l'innovation, des collectivités et des associations.

Les chiffres clefs à retenir en ce début de programmation

Le rapport de mise en œuvre pour l'année 2015 porte sur les 11 axes du Programme Opérationnel :

- **Axe 1 « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation »** : En 2015, 163 opérations ont été programmées pour un coût total éligible de près de 64 M€ et un montant FEDER (Fonds européens de Développement Régional) de 22 M€. Les acteurs de la recherche académique, mais aussi les entreprises lorraines innovantes se sont fortement mobilisées, notamment dans le cadre de projets collaboratifs d'envergure.
- **Axe 2 « Améliorer la compétitivité des PME »** : 103 dossiers ont été programmés pour un coût total éligible de 93 M€ et un montant FEDER de 14,2 M€. Il s'agit notamment de promouvoir l'esprit d'entreprise et la mise en œuvre de nouveaux modèles d'activités à l'attention des PME, via des aides directes ou des instruments financiers.
- **Axe 3 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des acteurs »** : 36 dossiers programmés pour un coût total éligible de 59,9 M€ et un montant FEDER de 5,3 M€. Sont principalement concernés des projets en faveur du développement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique dans les infrastructures publiques.
- **Axe 4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, ainsi que la prévention et la gestion des risques »** : les premiers projets devraient être programmés en 2016, suite à la validation des Programmes d'action et de prévention des inondations (PAPI).
- **Axe 5 « Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources »** : 4 dossiers programmés au titre de l'axe 5 en 2015 pour un coût total éligible de 357 420,46 € pour un montant FEDER de 99 214,44 €.
- **Axe 6 : « Investir dans l'éducation, la formation et dans la formation professionnelle pour acquérir des compétences et pour l'apprentissage tout au long de la vie »** : cet axe, financé par le FSE (Fonds Social Européen), a soutenu en 2015 l'accompagnement vers l'emploi et la formation des jeunes en insertion dans le cadre du réseau régional des Ecoles de la Deuxième Chance, le Programme Régional de Formation, les actions d'orientation et de formation des demandeurs d'emploi et des personnes sous main de justice. Ce sont ainsi 27 actions qui ont été financées pour un montant de 17,2 M€ de crédits européens.
- **Axe 7 « Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité »** : 4 opérations programmées pour un coût total éligible de 869 403,91 € et un montant FEDER de 237 459,29 €. Il s'agit à la fois de projets relatifs à l'aménagement numérique du territoire, mais aussi le développement de e-services.
- **Axe 8 « Développement urbain durable »** : cet axe est soumis à des procédures de mise en œuvre spécifiques, visant à confier la sélection des opérations pouvant bénéficier d'aides européennes aux EPCI (intercommunalités) ou aux Autorités Urbaines signataires des contrats de ville. Ainsi, 2 projets ont été programmés en 2015 pour un coût total éligible de 5,8 M€ et un montant FEDER de 750 000 €.

- **Axe 9 « Axe interrégional massif des Vosges »** : 15 opérations programmées pour un coût total éligible de 8,6 M€ et un montant FEDER de 1,9 M€. Cet axe a la particularité de s'étendre à l'espace interrégional que couvre le Massif des Vosges. Les projets soutenus en 2015 visent aussi bien l'amélioration de la compétitivité des PME, que des actions en faveur de la protection de la biodiversité.
- **Axe 10 « Assistance technique FEDER » et Axe 11 « Assistance technique FSE »** : ces deux axes concernent les frais de personnel et frais de fonctionnement liés à la mise en œuvre du Programme Opérationnel. Cela inclut les missions de gestion, pilotage, contrôle, animation et de communication.

8. RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [article 46 du règlement (UE) no 1303/2013]

Lorsque l'autorité de gestion a décidé de recourir à des instruments financiers, elle doit envoyer à la Commission un rapport particulier qui couvre les opérations des instruments financiers en annexe du rapport annuel de mise en œuvre¹.

Cf Rapport annexé.

9. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1303/2013] si les conditions ex ante n'étaient pas remplies lors de l'adoption du PO: (Voir le point 13 du modèle) – *Facultatif pour le rapport à présenter en 2016*

Données présentées dans le rapport annuel de mise en œuvre à compter de 2017.

¹ Voir annexe 1 du règlement d'exécution (UE) n°821/2014 de la Commission